

s o m m a i r e



Septembre - Octobre 2006

N° 5

Pages 1147 à 1490

**ACTUALITÉ**

La ligne de démarcation

*Jacques Robert*

1149

La sécurité juridique : une exigence juridictionnelle

*Jean-Pierre Camby*

1169

**FORUM : LE CITOYEN FACE À L'ÉTAT**

Droit de résister et de désobéir ? Réflexions sur la justification des comportements « citoyens »

*Pascal Jan*

1179

Antigone ou la contestation de la loi

*Christian Laviaille*

1182

**DOCTRINE**

**DROIT ADMINISTRATIF**

Le contentieux administratif de l'exécution des peines d'interdiction judiciaire du territoire français

*Jean-Christophe Martin*

1199

Un nouveau fondement pour la responsabilité sans faute des personnes publiques : la garde d'autrui

*Dimitri Meillon*

1221

La participation des personnes privées à la sécurité publique : actualité et perspectives

*Florence Nicoud*

1247

La protection du tiers dans le contentieux de la légalité des actes administratifs individuels créateurs de droit

*Vincent Tomkiewicz*

1275

## DROIT COMMUNAUTAIRE

Le traitement communautaire des services d'intérêt général  
non économiques

*Béatrice Boissard* 1301

Les évolutions de la responsabilité de l'État français  
au regard du droit communautaire

*Sophie Théron* 1325

## DROIT COMPARÉ

L'opposition parlementaire : étude de droit comparé

*William Gilles* 1347

## FINANCES PUBLIQUES

La LOLF est bien entrée en vigueur avec la loi de finances  
pour 2006

*Jean Arthuis* 1387

Faut-il modifier la nouvelle « constitution financière »  
pour contribuer à l'assainissement des finances publiques ?

*Francis Querol* 1393

## JURISPRUDENCE

### DROIT CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel et la technique de la « censure virtuelle »  
(commentaire sous CC, 15 déc. 2005, loi de financement de la  
sécurité sociale pour 2006 et CC, 29 déc. 2005, loi de finances  
pour 2006)

*François Barque* 1409

### DROIT ADMINISTRATIF

L'arrêt *Coopérative Ax'ion* et la banalisation de la responsabilité  
de l'État législateur (CE, 2 novembre 2005, *Coopérative agricole  
Ax'ion*)

Note : *Camille Broyelle* 1427

Conclusions : *Mattias Guyomar* 1441

## CHRONIQUE JURISPRUDENTIELLE

Jurisprudence communautaire (2005)

*Hélène Gaudin* 1455